



## L'INGENIERIE EN TUNISIE

Dans le domaine de l'ingénierie, la Tunisie dispose d'une grande tradition et de moyens humains importants.

La population globale des ingénieurs s'élève, toutes spécialités confondues à près de 12 000, celle des architectes dépasse les 1 000.

Le secteur des activités d'ingénierie et de Conseil réalise aujourd'hui près de 50 millions de dinars tunisiens par an de chiffre d'affaires.

Il couvre l'ensemble des secteurs de l'ingénierie traditionnelle comme le bâtiment, les travaux publics, les infrastructures : cartographie, routes, barrages, lacs collinaires, ouvrages d'art, l'irrigation et le développement rural.

Il va au-delà en offrant des capacités aujourd'hui reconnues dans des domaines aussi variés que la santé, la protection de l'environnement, l'éducation et l'industrie.

Il intervient également sur des créneaux aussi délicats que les études stratégiques, les études macro-économiques, les études d'impact, les évaluations rétrospectives.

La répartition sectorielle du chiffre d'affaires du secteur est donnée ci-après :

◆ Bâtiments et travaux publics	65 %
◆ Industrie	9 %
◆ Informatique	10 %
◆ Etudes générales et consulting	16 %

C'est au secteur du bâtiment et des travaux publics que revient la part du lion avec près de 30 millions de dinars par an, représentant les 2/3 du chiffre d'affaires global et des capacités locales.

En matière de ressources humaines, les bureaux d'études et ingénieurs conseils locaux emploient actuellement près de 3 000 personnes productives et permanentes, toutes spécialités confondues.

Le tiers de ces effectifs, soit 1 000 personnes, est constitué d'ingénieurs, tandis que les deux autres tiers sont des techniciens.

Les 1 000 ingénieurs employés dans le secteur ont des spécialités diverses :

◆ 20 %	En Génie Civil
◆ 33 %	En Informatique
◆ 14 %	En Economie
◆ 10 %	D'Hydrauliciens
◆ 7 %	De Mécaniciens
◆ 6 %	En Charpente métallique
◆ 4 %	En Electricité instrumentation
◆ 4 %	En Process

Au niveau des techniciens, le poids du Génie Civil est encore plus élevé (41 % des effectifs) suivi de loin par l'Informatique et la Mécanique (16 % pour chacune de ces spécialités).



Ces effectifs ne sont que la partie permanente de nos bureaux. Ceux-ci trouvent auprès des différentes administrations tunisiennes ou des entreprises publiques un réservoir de compétences très spécialisées quasi illimité. La présence active aux côtés des bureaux d'études tunisiens d'entreprises comme la Société Tunisienne d'Electricité et du Gaz, de la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution de l'Eau, de l'Office National de L'Assainissement, du Centre d'Etudes et de Recherches des Télécommunications, du Centre National de l'Informatique et j'en oublie témoigne si besoin était de cette coopération permanente entre les entreprises et administrations spécialisées du secteur public et les bureaux d'études tunisiens afin que puissent être identifiées au niveau de chaque projet et en fonction de chaque situation, les compétences les mieux ciblées et les mieux adaptées aux besoins du client.

Diverses conventions de collaboration et d'assistance technique lient l'une ou l'autre de ces entreprises publiques à l'un ou l'autre de nos bureaux d'études privés.

Ces conventions prévoient les cas de mise à disposition du bureau d'études de compétences particulières, mais également la possibilité de le faire bénéficier d'une meilleure connaissance d'un secteur déterminé, d'une activité ou d'une procédure de gestion particulière. Elles prévoient également la possibilité de recevoir des représentants du client final pour des séjours de formation adaptés : formations académiques, professionnelles dans les centres de formation des entreprises ou même par compagnonnage par immersion du stagiaire dans un service opérationnel de l'entreprise.

Un cadre législatif et réglementaire géré par l'Agence Tunisienne de Coopération Technique permet d'atteindre ces objectifs en assurant au personnel ainsi mis à la disposition du bureau d'études privé la continuité administrative de sa carrière.

La dynamique actuelle du développement de la Tunisie, après la réussite reconnue de son plan d'ajustement structurel, a consacré la libéralisation des échanges et a fait de l'exportation son moteur principal.

Les entreprises tunisiennes du secteur de l'ingénierie n'ont pas attendu ces échéances pour s'exporter.

Depuis près de vingt ans, maintenant, les entreprises tunisiennes du secteur battent les chemins du Monde et plus particulièrement ceux de l'Afrique pour offrir leurs services, y gagner des projets et la confiance de leurs interlocuteurs.

Les exemples sont multiples : la SCET, la STUDI, TECI, Comète Engineering et j'en oublie certainement, comptent un nombre sans cesse croissant de références en Afrique subsaharienne, au Maghreb, au Proche Orient et même en Turquie, en Chine ou dans certains pays européens.

Les témoignages de clients publics et de bailleurs de fonds multilatéraux recueillis lors des journées de partenariat tuniso-africain dans le domaine de la coopération technique organisées à Tunis en avril 1995 ont été suffisamment éloquents sur les capacités tunisiennes en matière d'études et d'ingénierie.

La compétitivité des entreprises tunisiennes du secteur des études et de l'ingénierie ne relève pas d'un mystère.

Les entreprises, aidées par une politique volontariste des pouvoirs publics sur le marché tunisien ont acquis une expérience qui leur rendait les marchés à l'exportation plus facilement accessibles.



En matière de coûts, le secteur de l'ingénierie est probablement celui où la Tunisie bénéficie des plus grands avantages comparatifs.

En effet, dans notre secteur, nous facturons des salaires multipliés par des coefficients, or les salaires en Tunisie, à compétences équivalentes, sont autour de 3 fois inférieurs à ceux pratiqués dans le monde occidental.

Il n'est donc pas difficile d'être moitié moins cher que nos vis-à-vis européens et occidentaux.

En termes macro-économiques, le secteur de l'ingénierie est celui qui présente le taux d'intégration le plus élevé : maximal de 100 % : il n'y a pas d'importation de produit semi-fini pour exporter le produit final.

En résumé de cette présentation rapide du secteur nous pouvons retenir les principales caractéristiques suivantes :

- ◆ Secteur fortement encadré comparé aux autres secteurs économiques en Tunisie le taux d'encadrement est autour de 30 à 40 % là où il ne dépasse pas quelques % dans l'industrie.
- ◆ Secteur à forte valeur ajoutée nationale (100 %).
- ◆ Secteur offrant le meilleur avantage comparatif à l'exportation.

A tous points de vue le développement du secteur des études et de l'ingénierie s'inscrit dans les orientations fondamentales du gouvernement : emploi des cadres et notamment des nouveaux diplômés de l'enseignement supérieur, exportation, transfert et maîtrise de la technologie.

La Tunisie s'est engagée volontairement et inéluctablement depuis 1995, à travers la signature d'un accord de partenariat tuniso-européen tendant à instaurer à l'horizon 2010 une zone de libre échange, dans un processus d'ouverture de son économie et de son intégration dans un espace économique large et porteur.

Ces accords prévoient des échéanciers de démantèlement et d'ouverture.

Encore une fois le secteur de l'ingénierie et des études figure les tous premiers secteurs où toute entrave à l'investissement étranger a été levée.

Aujourd'hui un partenaire étranger peut détenir sans aucune autorisation préalable jusqu'à 100% du capital d'un bureau d'études implanté en Tunisie sans que celui ne soit contraint à un statut offshore à l'image de ce qui se pratique dans l'industrie.

De toute manière, les bureaux d'études tunisiens ont toujours été à la pointe en matière de coopération et de partenariat. Ils n'ont attendu ni l'accord de libre échange ni l'adhésion de la Tunisie à l'OMC pour nouer des partenariats capitalistiques et techniques avec leurs homologues européens issus de secteurs publics ou privés.

Parmi les présents aujourd'hui plusieurs comptent dans leur capital et depuis des dizaines d'années des groupes aussi prestigieux que ceux de la Caisse des dépôts et Consignations, le BCEOM, Suez-Lyonnaise des Eaux et j'en oublie, pour ne parler que des partenariats tuniso-français.

Ces partenariats conçus de manière intelligente au bénéfice de chacune des parties, ne créent en aucun cas des liens exclusifs.



Ils permettent au partenaire français ou européen d'être présent sur le marché tunisien d'être attentif à des évolutions et d'y intervenir en partenariat chaque fois que les conditions techniques ou administratives d'une consultation le permettent.

Ils permettent au partenaire tunisien de puiser éventuellement et en cas de besoin dans le réservoir de compétences de son partenaire européen.

Ils permettent également de créer des liens privilégiés pour aborder ensemble des marchés tiers où l'association peut permettre d'offrir un service plus ciblé, plus adapté aux besoins du client final et plus compétitif par un mixte de prix et de compétences adéquates.

Aujourd'hui les bureaux d'études tunisiens voudraient faire plus et mieux avec leurs partenaires français : la sous-traitance pour les besoins propres des bureaux français.

Tout milite pour que ceci soit faisable techniquement et financièrement et qu'il y ait là un gisement de productivité à exploiter aux bénéfices des deux parties.

Cette rencontre se situe dans ce cadre.

Nous souhaiterions que les uns et les autres en profitent pour se rencontrer, discuter, mieux faire connaissance et explorer le champ du possible.

Une telle évolution exigera nécessairement un apprentissage culturel réciproque.

Elle supposera le partage de valeurs communes : la maîtrise de la qualité, le respect des droits de propriété intellectuelle.

Les évolutions technologiques et notamment le recours généralisé de part et d'autre aux nouvelles technologies de l'information et des communications, l'utilisation des mêmes logiciels de conception et de dessin assistés par ordinateur, le partage d'une même langue, de mêmes références culturelles, la proximité géographique sont autant de facteurs favorisant le dialogue, la compréhension et le développement des synergies.

Je ne voudrais pas terminer sans mentionner que depuis un an, le secteur des études et de l'ingénierie est devenu éligible aux avantages du programme national de mise à niveau de l'industrie.

Les investissements matériels que les uns ou les autres seraient amenés à réaliser pour améliorer la compétitivité des bureaux d'études tunisiens pourraient bénéficier de primes d'investissement de 10 à 20 % de leur montant global.

Les avantages accordés aux investissements immatériels (acquisition de logiciels, formation ...) sont encore plus conséquents.

La volonté politique est là, les conditions objectives pour un partenariat réussi le sont également. Il s'agit pour nous, opérateurs des deux rives, de concrétiser.

*Merci pour votre attention.*